

22 SEP. 1995

DDA
Santé Environnement

PREFECTURE DE L'AIN

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

BUREAU DES OPERATIONS IMMOBILIERES

Ref. MP/GB - APCAPT10

Le Préfet de l'AIN
Chevalier de la Légion d'Honneur

OBJET : Commune d'ARBIGNIEU

Autorisation des captages d'eau potable dits "de Balay" et "de la Fontaine d'Huile" situés sur la commune d'ARBIGNIEU et d'implantation des périmètres de protection de ces captages sur les communes d'ARBIGNIEU, COLOMIEU et ST GERMAIN-les-PAROISSES. Autorisation du captage de "l'Armaille" situé sur la commune de ST GERMAIN-les-PAROISSES et d'implantation des périmètres de protection de ce captage sur la commune de ST GERMAIN-les-PAROISSES. Déclaration d'utilité publique.

Vu le code des communes ;

Vu l'article 113 du code rural sur la dérivation des eaux non domaniales ;

Vu les articles L 20 et L. 20-1 du code de la santé publique ;

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

Vu la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

Vu le décret n° 67-1094 du 15 décembre 1967 portant sanction des infractions à la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

Vu le décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles modifié par le décret n° 90-330 du 10 avril 1990 et le décret n° 91-257 du 7 mars 1991 ;

Vu le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 portant application de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

Vu la délibération en date du 8 juillet 1994 par laquelle le conseil municipal d'ARBIGNIEU a :

- demandé l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des captages d'eau potable et à la création des périmètres de protection des captages d'eau potable et d'une enquête parcellaire ;

- pris l'engagement d'indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux ;

.../...

Vu les dossiers établis à l'appui de cette délibération, l'un destiné à servir de base à l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et comprenant notamment un mémoire explicatif, un plan parcellaire figuratif au 1/2.500ème délimitant les périmètres de protection des captages, les rapports géologiques et les états parcellaires, l'autre relatif à l'enquête parcellaire comprenant le plan et l'état parcellaires ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 13 décembre 1994 ordonnant sur le territoire des communes d'ARBIGNIEU, COLOMIEU et ST GERMAIN-les-PAROISSES, pendant une période de 19 jours consécutifs, du 16 janvier au 3 février 1995 inclus, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique ;

Vu les certificats établis par les maires d'ARBIGNIEU, COLOMIEU et ST GERMAIN-les-PAROISSES attestant l'affichage d'un avis d'enquête à compter du 6 janvier 1995 et pendant toute la durée de l'enquête ;

Vu les numéros des 30 décembre 1994 et 20 janvier 1995 des journaux "VOIX DE L'AIN" et "LE PROGRES" contenant l'insertion d'un avis d'enquête et le numéro du 6 janvier 1995 du journal "VOIX DE L'AIN" contenant un rectificatif ;

Vu les registres d'enquête contenant les observations du public ;

Vu le procès-verbal des opérations et l'avis favorable du commissaire-enquêteur en date du 16 février 1995 ;

Vu l'avis favorable du sous-préfet de BELLEY en date du 24 février 1995 ;

Vu l'avis du conseil départemental d'hygiène en date du 3 mai 1995 ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture de l'AIN ;

- A R R E T E -

Article 1er : Sont déclarés d'utilité publique le projet de la commune d'ARBIGNIEU des captages d'eau potable dits "de Balay" et "de la Fontaine d'Huile" situés sur la commune d'ARBIGNIEU et d'implantation des périmètres de protection de ces captages sur les communes d'ARBIGNIEU, COLOMIEU et ST GERMAIN-les-PAROISSES et le projet de captage de "l'Armaille" situé sur la commune de ST GERMAIN-les-PAROISSES et d'implantation des périmètres de protection de ce captage sur la commune de ST GERMAIN-les-PAROISSES.

Article 2 : La commune d'ARBIGNIEU est autorisée à effectuer un prélèvement d'eau au point de captage des sources du Balay, de Fontaine d'Huile et de l'Armaille pour le débit maximal des ouvrages et à utiliser l'eau prélevée pour la consommation humaine.

Article 3 : Les travaux de protection suivants devront être réalisés pour les 3 sources :

- mise en place de clôture
- nettoyage et débroussaillage à proximité des ouvrages de captage
- mise en place ou réparation des aérations.

Par ailleurs, compte tenu des contaminations bactériologiques constatées au niveau du réseau, une attention particulière devra être portée sur le fonctionnement des appareils de stérilisation mis en place qui doit être assuré en permanence.

Article 4 : Conformément à l'engagement pris par le conseil municipal d'ARBIGNIEU dans sa délibération du 8 juillet 1994, la commune devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

.../...

Article 5 : Il sera établi autour des ouvrages de captages, trois périmètres de protection dont les limites figurent sur le plan parcellaire figuratif au 1/2.500ème qui restera annexé au présent arrêté.

La réglementation particulière concernant chacun de ces périmètres de protection est définie comme suit :

1) Zone de protection immédiate :

Cette zone, strictement interdite au public, sera entourée d'une clôture solide et infranchissable.

Toutes activités sont interdites à l'exception des activités de service.

2) Zone de protection rapprochée :

Dans cette zone sont interdits toutes activités et/ou rejets susceptibles d'altérer la qualité de l'eau.

A l'intérieur de ce périmètre sont notamment interdits :

- les puisards absorbants, le fonçage de puits, l'exploitation de carrières, l'ouverture et le remblaiement des excavations à ciel ouvert,
- le rejet dans le sol des huiles et lubrifiants,
- les dépôts d'ordures ménagères, immondices, détritiques et, de façon générale, tous dépôts de matières usées ou dangereuses susceptibles d'altérer la qualité des eaux,
- les rejets, déversements et épandages des matières de vidange, des lisiers, des eaux usées,
- l'installation d'ouvrages de traitement des eaux usées individuels ou collectifs,
- l'installation d'ouvrages de canalisations, réservoirs ou dépôts (enterrés ou superficiels) d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés et gazeux, de produits chimiques,
- la construction de porcheries, étables, bergeries ou de tout autre local habité par des animaux,
- la mise en place d'abreuvoirs ou de mangeoires à moins de 50 mètres du périmètre de protection immédiate,
- les dépôts de fumier, les fosses à purin, les dépôts de matières fermentescibles (ensilage, refus de distillation ...),
- les terrains de camping et les cimetières,
- les constructions à usage d'habitation,
- les constructions artisanales et industrielles.

Les pratiques culturales doivent limiter la pollution agricole des eaux souterraines : choix des dates des épandages agricoles, doses limitées aux seuls besoins des plantes.

Les zones de protection immédiate et rapprochée seront classées en zone ND lors de l'élaboration du plan d'occupation des sols des communes d'ARBIGNIEU et ST GERMAIN-les-PAROISSES.

3) Zone de protection éloignée :

A l'intérieur de ce périmètre sont interdits :

- les puisards absorbants, le rejet dans le sol d'huiles, lubrifiants et de détergents, les décharges d'ordures.

Pour tout aménagement risquant de nuire à la qualité des eaux superficielles et/ou souterraines doit être produite une étude hydrogéologique précise et détaillée montrant un impact nul ou négligeable sur la qualité des eaux.

Article 6 : Les eaux doivent répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique. Elles seront traitées par chlore gazeux.

.../...

Article 7 : La commune d'ARBIGNIEU est autorisée à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, les terrains nécessaires à la réalisation des travaux tels qu'ils figurent au plan parcellaire figuratif au 1/2.500ème annexé au présent arrêté.

Article 8 : L'expropriation devra être accomplie dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 9 : Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 5 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le décret n° 67-1094 du 15 décembre 1967 pris pour l'application de la loi n° 64 1245 du 16 décembre 1964.

Article 10 : Le présent arrêté sera, par les soins du maire d'ARBIGNIEU :

- d'une part, notifié à chacun des propriétaires intéressés, notamment par l'établissement des périmètres de protection,
- d'autre part, publié à la conservation des hypothèques de NANTUA.

Article 12 : - le secrétaire général de la préfecture de l'AIN,
- le sous-préfet de BELLEY,
- le maire d'ARBIGNIEU,
- le maire de ST GERMAIN-les-PAROISSES,
- le maire de COLOMIEU,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont un extrait sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'AIN et ampliation adressée au :

- commissaire-enquêteur,
- directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement à GRENOBLE et à VIRIAT,
- directeur départemental de l'équipement,
- directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
- directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
- directeur des services fiscaux à BOURG-en-BRESSE.

BOURG-en-BRESSE, le 20 SEP. 1995

Le Préfet,

Pour le Préfet
le Secrétaire Général
signé : Pierre André PEYVEL

Pour Ampliation

Le Directeur,



Josette MUTIN